

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 24/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROCTER ET GAMBLE BLOIS

126 avenue de Vendôme
41000 Blois

Références : 2023-103
Code AIOT : 0010004219

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2024 dans l'établissement PROCTER ET GAMBLE BLOIS implanté 126, Avenue de Vendôme 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 21/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROCTER ET GAMBLE BLOIS
- 126, Avenue de Vendôme 41000 Blois
- Code AIOT : 0010004219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Usine de fabrication de shampoings, après-shampoings et gels douche.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite des visites d'inspection des 27/10/2021, 26/04/2022, 14/10/2022 et 17/11/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Etat des stocks synthétique | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 | Susceptible de suites | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 3 | Analyse des causes - mesures | Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 2.5.1 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande de justificatif | 2 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|--|-----------------------|
| | correctives et curatives (RETEX) | | | | |
| 5 | Formation des sous-traitants et gestion des situations d'urgence | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5, alinéa 3 | Susceptible de suites | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 6 | Formations exigées des sous-traitants | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5, alinéa 3 | Susceptible de suites | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 2 | Evaluation de l'impact sur le milieu récepteur final (la Loire) | Code de l'environnement du 14/10/2022, article R.512-69 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 4 | Plan des réseaux | Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 4.2.2 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 7 | Formalisation des tests des rideaux d'eau | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks synthétique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/04/2022• constat : <i>Pour l'objectif 2 d'information de la population par le préfet, l'exploitant transmettra un état synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières et déchets présents au sein des zones d'activités ou de stockage.</i>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : [...] L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. [...] |
| Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks de l'établissement, détaillant les quantités stockées réparties en zone de stockage et rubriques ICPE. Un état des stocks plus détaillé du magasin 2 (stockage de matières premières) a également été présenté, l'exploitant indique qu'il a été mis en place suite à des échanges avec le SDIS 41. [PdC (Point de Contrôle) n°1] : L'état des stocks ne présente pas les informations de manière suffisamment vulgarisée pour répondre aux besoins d'information de la population (en regroupant par grandes familles de danger (inflammable, toxique, explosive, comburant, combustible, ...)). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°1] formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 2 : Évaluation de l'impact sur le milieu récepteur final (la Loire)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2022, article R.512-69 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Impact sur le milieu récepteur |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/10/2022• constat : <i>L'exploitant fournira une conclusion quant à l'impact environnemental de l'incident, sur la base d'une interprétation de l'ensemble des résultats et investigations, en particulier au regard des données écologiques à consolider concernant le zinc.</i>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale |
| Prescription contrôlée : R.512-69 du code de l'environnement : |

"Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme".

Ce point de contrôle a pour objectif une caractérisation plus fine de la charge polluante qui est susceptible d'avoir rejoint le milieu récepteur final (Loire), du fait de la conjonction le 14/10/2022 :

- des fortes pluies qui ont mis en surcharge le réseau de collecte des eaux de la ville ainsi que la STEP urbaine de Blois ayant conduit à des déversements des trop-pleins dans la Loire sans traitement,

- de l'incident intervenu sur le site PROCTER&GAMBLE Blois ayant conduit à un rejet accidentel d'effluents de lavage des mélangeurs dans le réseau de collecte de la ville qui achemine sous convention les effluents de PROCTER&GAMBLE vers la STEP urbaine de Blois en vue d'un complément de traitement des paramètres biologiques en application des prescriptions préfectorales, elle-mêmes définies en application de l'arrêté ministériel du 2/02/1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Constats :

Par courrier du 07/06/2023, l'exploitant a transmis une estimation de la charge journalière maximale envoyée au réseau de la ville (rejet du site après traitement par la STEP interne pour la journée du 14/10/2023 et déversement accidentel de 25m³).

L'exploitant indique que le débit de traitement de la cuve BT200 FAST d'une capacité de 200 m³ est à minima de 20m³/j, le mélange correspond donc à la somme des apports des différentes productions des 10 jours précédant l'incident. Il déclare qu'aucune formulation contenant du zinc n'a été réalisée durant cette période. Une caractérisation du mélange a été réalisée (83,7% d'eau et 16,3% de "bulk" - shampoing et après-shampoing) concluant qu'il ne s'agit pas d'un mélange classifié au sens du règlement CLP.

L'écart est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Analyse des causes - mesures correctives et curatives (RETEX)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 2.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident / analyse des cause / RETEX

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/10/2022
- constat : *L'exploitant transmettra le rapport final d'accident, comprenant notamment :*
 - *l'analyse des causes de la rupture pleine section de la cuve (investigations à mener : problème de conception, de vieillissement, autres ?),*
 - *le plan des actions correctives et curatives, au titre du RETEX (y compris concernant la seconde cuve de stockage des effluents avant traitement sur la station).*
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été

| |
|--|
| tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. |
| Constats : Par courrier du 07/06/2023, l'exploitant a indiqué que l'incident du 14/10/2022 est du à une corrosion importante de la partie basse inférieure de la cuve. Cette corrosion n'avait pas été identifiée lors des contrôles périodiques, qui n'étaient réalisés que sur la partie extérieure. Le remplacement des 2 cuves de stockage en acier vitrifié boulonné dédiés à la récupération des effluents FAST par des cuves en béton est prévu en action corrective. Le programme de contrôle des nouvelles cuves est à définir. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté sur site que la construction des 2 cuves béton a été réalisée. L'exploitant indique qu'il est prévu une mise en service début février. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant détermine le programme de contrôle des cuves et il transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs de mise en service des deux cuves béton. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 4 : Plan des réseaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 4.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en Eau et milieux aquatiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/10/2022 • constat : <i>Le plan des réseaux est disponible. Il n'est pas complètement à jour.</i> • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : [...] |
| Constats : L'exploitant a présenté le plan des réseaux mis à jour en date du 03/07/2023. Les puisards 73 et 83 sont bien signalisés. L'écart formulé lors de la précédente visite d'inspection est levé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Formation des sous-traitants et gestion des situations d'urgence

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5, alinéa 3 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Sous-traitance |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2022 • constat : <i>Les consignes concernant l'utilisation des moyens de premiers secours par le personnel des entreprises extérieur n'est pas défini clairement. L'exploitant ne s'assure pas de la formation du personnel des entreprises extérieures concernant la mise en œuvre des moyens d'intervention qu'il est susceptible d'utiliser.</i> • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée : [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 17/11/2022, l'exploitant avait indiqué que le personnel d'entreprises extérieures est acteur de la prévention et, à ce titre, il est susceptible de déclencher la sirène d'alarme et d'utiliser les premiers moyens de secours (en particulier extincteurs). Cela ne correspond pas aux « consignes sécurité » présentes dans le passeport sécurité délivré au personnel des entreprises extérieures qui n'indiquent pas l'utilisation des premiers moyens de secours, mais les « consignes générales usine » présentes au niveau du même passeport sécurité indiquent cependant de repérer l'extincteur le plus proche de sa zone de travail (point 8). Lors de la visite d'inspection du 23/01/2024, l'exploitant n'a pas été en mesure de clarifier si le personnel des entreprises extérieures est susceptible d'utiliser les extincteurs.</p> <p>[PdC n°5] : Les consignes concernant l'utilisation des moyens de premiers secours par le personnel des entreprises extérieures n'est pas défini clairement. Dans le cas où il est demandé au personnel des entreprises extérieures d'utiliser les moyens de premiers secours (extincteurs), l'exploitant doit s'assurer de leur formation.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°5] formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 6 : Formations exigées des sous-traitants

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5, alinéa 3</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2022, Sous-traitance</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 17/11/2022 constat : <i>La liste des intervenants du plan de prévention et leurs formations associées n'est pas complète.</i> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| <p>Prescription contrôlée : [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 17/11/2022, il avait été constaté par échantillonnage pour le plan de prévention de la société INEO ELECTRICITE que la fiche nominative de l'ensemble des intervenants, récapitulant les habilitations de chacun, n'est pas complète :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la case UIC N1 n'est pas cochée pour plusieurs intervenants ; - le responsable chantier présent le 17/11/2022, signataire du plan de prévention, n'est pas listé dans les intervenants. <p>Lors de la visite d'inspection du 23/01/2024, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer les actions correctives réalisées suite à ce constat.</p> |

| |
|---|
| [PdC n°6] : La liste des intervenants du plan de prévention et de leurs formations associées n'est pas complète. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°6] formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 7 : Formalisation des tests des rideaux d'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 27/10/2021 constat (R1) : L'exploitant pourrait formaliser le suivi des tests des rideaux d'eau. |
| Prescription contrôlée : [...] L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. [...] |
| Constats : L'étude de dangers de février 2019 met en évidence plusieurs barrières de sécurité dont le rideau d'eau. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que les tests des rideaux d'eau sont réalisés une fois par an par le service utilities, et formalisés au sein du logiciel SAP. Il a présenté la dernière vérification entrée dans le logiciel en date du 11/04/2023. La remarque R1 de la visite d'inspection du 27/10/2021 est satisfaite. |
| Type de suites proposées : Sans suite |